

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 12–14 novembre 2012

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2012/9-C/5

26 octobre 2012
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – PAKISTAN 200250

Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et restauration de la cohésion sociale

Nombre de bénéficiaires	7 332 475
Durée de l'intervention	Trois ans (1 ^{er} janvier 2013–31 décembre 2015)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	430 491 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	276 808 009
Coût des transferts monétaires/bons pour le PAM	43 749 000
Coût total pour le PAM	514 438 079

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODB*: M. K. Oshidari tél.: 066513-3063

Attachée de liaison, ODB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Bangkok (Asie)

RÉSUMÉ

Le récent recul des indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle au Pakistan est en partie imputable à l'impact des opérations de sécurité dans le nord-ouest, aux catastrophes naturelles et à la hausse des prix des produits alimentaires. La réinsertion de millions de personnes déplacées est loin d'être achevée. Il est indispensable de remédier à l'insécurité alimentaire et à la dénutrition pour permettre la croissance économique et la stabilité.

L'intervention prolongée de secours et de redressement 200250 vise à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition parmi les populations vulnérables, à appuyer le Gouvernement dans ses efforts pour rétablir la cohésion sociale dans les zones tribales sous administration fédérale et à stabiliser l'état nutritionnel des populations des districts les plus exposés à l'insécurité alimentaire. Il est prévu au titre de la composante redressement de mettre en place une supplémentation alimentaire pour prévenir le retard de croissance et les carences en micronutriments dans un district de la province du Sindh. Les interventions communautaires portant sur la réduction des risques de catastrophe et la réponse aux situations de crise seront menées dans les endroits les plus exposés aux risques et à l'insécurité alimentaire. La capacité du Gouvernement à gérer les risques de catastrophe sera renforcée dans le cadre d'un programme conjoint des Nations Unies.

Le PAM fournira des aliments enrichis, des denrées produites localement et des allocations en espèces. Ces dernières représenteront une part croissante des transferts pendant la période de l'intervention, mais leur programmation est limitée par l'insécurité et les contraintes de capacité, particulièrement dans les zones tribales sous administration fédérale où seront exécutées la majorité des activités.

La présente intervention a été planifiée en concertation avec le Gouvernement national et les autorités provinciales, plusieurs organismes des Nations Unies, divers donateurs bilatéraux, des institutions financières internationales, des organisations non gouvernementales et des partenaires du secteur privé. Elle est en phase avec les Objectifs stratégiques 1, 2 et 3 du PAM, les objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 3, 4, 5 et 7, et avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

PROJET DE DÉCISION*

Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement Pakistan 200250 "Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et restauration de la cohésion sociale" (WFP/EB.2/2012/9-C/5), qui est proposée.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

Contexte

1. Le Pakistan, qui compte 180 millions d'habitants, est situé dans une région instable et stratégiquement sensible. Depuis 2008, les opérations de sécurité dans le nord-ouest ont entraîné d'importants déplacements de population, avec de lourdes répercussions sociales et financières. Dans les zones tribales sous administration fédérale (FATA), caractérisées par une situation explosive, le redressement se heurte à divers obstacles et 1,2 million de déplacés internes vivent dans des camps ou des communautés d'accueil.
2. Les catastrophes naturelles sont de plus en plus intenses et freinent le développement tout en creusant les disparités; depuis 1992, le pays a été frappé par 7 des 10 catastrophes naturelles les plus destructrices¹ des 60 dernières années². Les inondations de 2010 ont touché 20 millions de personnes et fait 10 millions de sinistrés ayant besoin d'assistance humanitaire. La Banque mondiale a inscrit le Pakistan en huitième position sur sa liste des points chauds en matière de catastrophes naturelles.
3. Le Pakistan se place au 145^{ème} rang sur les 187 pays classés selon l'indice du développement humain³. Au chômage qui ne cesse d'augmenter s'ajoutent la baisse des salaires et la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants. Dans les FATA, où le recul de l'investissement va de pair avec les opérations de sécurité, la situation est particulièrement préoccupante.
4. Il est d'importance capitale de faire participer les jeunes à des activités productives: la moitié de la population a moins de 20 ans et cette proportion de jeunes devrait rester inchangée pendant les 30 à 35 prochaines années⁴. L'objectif de croissance économique de 7 pour cent que s'est fixé le Gouvernement en misant sur le dividende de la jeunesse suppose que le pays dispose d'une force de travail en bonne santé et bien éduquée, ce qui implique une accélération des progrès du développement pour assurer la stabilité.
5. Mais la faiblesse de la croissance économique, les pénuries dans le secteur énergétique et les crises successives restreignent la capacité financière du Gouvernement à mettre en œuvre ces stratégies. Pour la seule année 2010, le coût des opérations de sécurité et des interventions de secours à la suite de catastrophes naturelles représentait 16 pour cent du produit intérieur brut du Pakistan⁵. L'incapacité à maintenir un taux de croissance économique plus élevé pourrait se traduire par une montée du chômage et du sous-emploi, aggravant la marginalisation et le mécontentement sociaux.
6. Le taux net de scolarisation dans le primaire a progressé, mais 7,3 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire, dont 57 pour cent de filles, ne sont pas inscrits⁶. Le fragile système éducatif dans les FATA pâtit particulièrement de l'instabilité: la majorité de

¹ Ampleur mesurée d'après le nombre de personnes touchées.

² Office of Foreign Disaster Assistance/Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes.

³ Programme des Nations Unies pour le développement. 2011. *Rapport sur le développement humain*. New York.

⁴ Enquête statistique au Pakistan, 2011.

⁵ Gouvernement pakistanais: enquête économique de 2011; Banque mondiale, Banque asiatique de développement et Gouvernement pakistanais. 2010. *Pakistan Floods Preliminary and Damage Needs Assessment*. Islamabad.

⁶ Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. 2011. *Rapport de suivi 2011 sur l'Éducation pour tous*. Statistiques à compter de 2009.

la population est analphabète, le taux d'alphabétisation des femmes s'échelonnant entre 3 et 14 pour cent; seulement 44 pour cent des garçons et 26 pour cent des filles fréquentent l'école primaire⁷ et le taux d'abandon des études secondaires est exceptionnellement élevé chez les filles.

Situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

7. L'insécurité alimentaire au Pakistan est surtout un problème d'accès économique. Le coût de l'assortiment alimentaire moyen a augmenté de 80 pour cent entre 2007 et 2011⁸, et 80 pour cent des Pakistanais dépensent plus de la moitié de leurs revenus pour se nourrir⁹. Une enquête nutritionnelle effectuée à l'échelle nationale en 2011 a fait apparaître que 58 pour cent de la population étaient exposés à l'insécurité alimentaire; ce chiffre montait à 72 pour cent dans la province du Sindh¹⁰. Les zones les plus touchées sont notamment les districts du nord-ouest frappés par le conflit, où sont concentrés des ménages agricoles virtuellement sans terre, des ménages dirigés par une femme et des manœuvres. Les personnes vulnérables victimes de chocs recourent à des stratégies de survie préjudiciables consistant par exemple à manger moins ou à s'endetter. Ce sont les femmes, les enfants et les personnes vivant dans les zones reculées qui paient le plus lourd tribut à l'insécurité alimentaire, particulièrement au Sindh, au Baloutchistan et dans les FATA.
8. Les taux de malnutrition chronique sont élevés et la malnutrition aiguë a atteint un seuil critique: 44 pour cent des enfants âgés de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance et 32 pour cent d'insuffisance pondérale; 62 pour cent d'entre eux sont anémiques et 54 pour cent présentent des carences en vitamine A. Au niveau national, la prévalence de la malnutrition aiguë globale s'établit à 15 pour cent, ce qui représente une détérioration depuis 1985¹¹; au Sindh, elle dépasse 18 pour cent. Les enfants âgés de 6 à 23 mois n'absorbent que la moitié de l'apport énergétique journalier recommandé et leur consommation de micronutriments est inférieure aux besoins minimums (voir l'annexe III-B)¹².
9. La dénutrition touche une proportion notable de mères et de femmes en âge de procréer¹³: 51 pour cent des femmes enceintes sont anémiques, 59 pour cent sont atteintes d'hypocalcémie et 69 pour cent de carences en vitamine D; 15 pour cent des femmes en âge de procréer souffrent d'une carence énergétique chronique; les carences en vitamine A et en zinc dépassent 40 pour cent. Le taux de faible poids à la naissance, qui est de 32 pour cent, reflète une mauvaise nutrition maternelle; la moyenne pour l'Asie du Sud est de 27 pour cent, et pour l'Afrique subsaharienne de 14 pour cent¹⁴.

⁷ Secrétariat au plan et Département du développement des FATA, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et PAM. 2009. Enquête en grappes à indicateurs multiples: FATA. Islamabad.

⁸ Commission de la planification du Gouvernement pakistanais. 2011. Annual Report: Change in the Cost of the Food Basket 2010–2011. Islamabad.

⁹ Bureau fédéral des statistiques. 2011. Household Integrated Economic Survey 2010–2011. Islamabad.

¹⁰ Ministère de la santé, UNICEF et Université Aga Khan: version préliminaire de l'enquête nationale sur la nutrition, 2011.

¹¹ Enquêtes nationales sur la nutrition pour 1985–1987, 1990–1994, 2001–2012. La prévalence du retard de croissance à plus de 40 pour cent et celle de l'émaciation à plus de 15 pour cent représentent des valeurs "très élevées". Voir aussi: Organisation mondiale de la Santé (OMS). 1995. Valeurs-seuils du point de vue de la santé publique. Disponibles à l'adresse: <http://www.who.int/nutgrowthdb/en> (en anglais uniquement).

¹² Enquête nationale sur la nutrition, 2011.

¹³ Indice de masse corporelle <18,5.

¹⁴ UNICEF. 2011. *La situation des enfants dans le monde*. Genève.

10. Parmi les facteurs qui concourent à la dénutrition figurent la faiblesse des revenus, la hausse des prix des produits alimentaires, l'insuffisance de la consommation et de la diversité alimentaires, la mauvaise qualité de l'eau et de l'assainissement, et la précocité et la fréquence des grossesses¹⁵. Il y a une forte corrélation entre l'éducation des mères et l'état nutritionnel de leurs enfants.

POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET D'AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

11. Les contraintes budgétaires et les crises récurrentes ont affaibli l'aptitude du Gouvernement à répondre aux besoins des populations vulnérables. Le cadre établi en 2011 pour la croissance économique¹⁶ vise à accélérer la croissance durable en privilégiant l'accroissement de la productivité, en encourageant la compétitivité des marchés et l'innovation, et en stimulant l'investissement dans les services publics.
12. Les modifications en cours des politiques portent notamment sur la dévolution aux provinces du pouvoir décisionnel et de la prestation de services, en particulier pour ce qui est de la santé, de la nutrition et de l'éducation. La création du Ministère de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche ainsi que le lancement du programme Faim zéro témoignent de la détermination du Pakistan à lutter contre la pauvreté, la faim et la dénutrition. Les parties prenantes sont invitées à appuyer le nouveau ministère et à concourir à la formulation des politiques et des programmes.
13. Le gouvernement fédéral et les autorités provinciales ont mis en place des programmes de protection sociale ayant vocation à remédier à la pauvreté et à la faim: le programme Benazir de soutien du revenu vient en aide à 5 millions de ménages qui vivent en dessous du seuil de pauvreté¹⁷, le dispositif provincial *Sasti Roti* fournit du pain subventionné dans les communautés urbaines pauvres et le programme de transferts monétaires électroniques *Watan* apporte un appui aux sinistrés des inondations de 2010 et 2011. Une enquête nationale sur la pauvreté menée en 2011¹⁸ a permis de recenser les personnes les plus pauvres afin d'améliorer le ciblage des programmes de filets de sécurité¹⁹; le programme Benazir en utilisera les résultats pour élargir son rayon d'action.
14. Un cadre national de gestion des risques de catastrophe définit neuf domaines prioritaires en vue de renforcer les politiques, les institutions et les capacités au cours des cinq prochaines années. Les bureaux de province et de district de l'Agence nationale chargée de la gestion des catastrophes, appuyés par les organismes des Nations Unies et d'autres organisations, sont responsables de la coordination des secours et du relèvement à la suite d'une crise.

¹⁵ UNICEF. 2011. Pakistan Integrated Nutrition Strategy. Islamabad. Environ 14 pour cent des femmes sont mariées à 15 ans et 50 pour cent à 18 ans.

¹⁶ Commission de la planification du Gouvernement pakistanais. 2011. Pakistan: Framework for Economic Growth. Islamabad.

¹⁷ Voir: <http://www.bisp.gov.pk>.

¹⁸ Enquête nationale de notation de la pauvreté, 2011.

¹⁹ Le programme Benazir, par exemple, apporte un soutien mensuel au revenu des familles vivant au-dessous d'un niveau spécifié dans la fiche de notation de la pauvreté.

Politiques, capacités et actions des autres intervenants

15. Quelque 19 institutions des Nations Unies dispensent des services humanitaires et mènent des actions de développement au titre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2013–2017), lequel a été établi compte tenu des problèmes diagnostiqués par l'équipe de pays des Nations Unies, le Gouvernement et d'autres parties prenantes. Les institutions financières internationales et les donateurs bilatéraux apportent un soutien substantiel, par exemple à travers le programme *Watan* et le groupe de partenaires pour le développement nutritionnel, qui œuvre sous la conduite de la Banque mondiale.
16. Les organisations non gouvernementales (ONG) internationales qui opèrent au Pakistan sont peu nombreuses, mais il existe par contre beaucoup d'organismes locaux à but non lucratif. L'approche de l'action groupée adoptée par les Nations Unies permet d'harmoniser les interventions et est considérée comme une pratique optimale à l'échelle mondiale.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

17. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200250 vise à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition parmi les populations vulnérables, à appuyer l'action du Gouvernement destinée à rétablir la cohésion sociale dans les FATA et à arrêter la détérioration de l'état nutritionnel de la population des districts touchés par l'insécurité alimentaire.
18. Les objectifs sont les suivants:
- assurer la sécurité alimentaire et le bon état nutritionnel des personnes déplacées, appuyer leur retour et faciliter le relèvement (Objectifs stratégiques 1 et 3);
 - rétablir et stabiliser l'état nutritionnel des populations vulnérables dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire (Objectifs stratégiques 1 et 3);
 - renforcer la résilience des communautés moyennant la réduction des risques de catastrophe (Objectif stratégique 2); et
 - améliorer les capacités nationales en matière de réduction des risques de catastrophe (Objectif stratégique 2).
19. L'intervention est en phase avec les Objectifs stratégiques 1, 2 et 3²⁰ ainsi qu'avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2013–2017); elle contribuera aux objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2, 3, 4, 5 et 7²¹.

²⁰ Objectifs stratégiques: 1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; 3 - Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition.

²¹ Objectifs du Millénaire pour le développement: 1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous; 3 – Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; 4 – Réduire la mortalité infantile et post-infantile; 5 – Améliorer la santé maternelle; et 7 – Préserver l'environnement.

STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'assistance alimentaire apportée jusqu'ici

20. Les rations mensuelles ont aidé à maintenir la consommation alimentaire des personnes déplacées et de celles de retour chez elles; les activités d'appui aux moyens d'existence ont fourni aux participants des aliments de base et élargi de 50 pour cent en 2011 l'accès aux avoirs remis en état. Le nombre d'élèves a régulièrement augmenté dans les écoles appuyées par le PAM: le taux moyen de fréquentation relevé en 2011 était de 82 pour cent dans les FATA et la province du Khyber Pakhtunkhwa (KPK).
21. Les programmes mis en œuvre avec l'UNICEF et l'OMS en 2011 pour traiter la malnutrition aiguë modérée (MAM) dans le cadre de la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë ont enregistré pour les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes qui étaient atteints de malnutrition modérée des taux de récupération de 89 pour cent en 12 semaines²².
22. Le recours aux transferts monétaires augmentera progressivement au cours des trois prochaines années. Il ressort de plusieurs études conduites pendant l'exécution de l'IPSR et de l'opération d'urgence en cours que: i) les bénéficiaires préfèrent en général l'aide en espèces plutôt qu'en vivres; ii) l'allocation est habituellement utilisée à hauteur de 75 pour cent pour l'achat de produits alimentaires; iii) la participation peut dynamiser l'inclusion sociale en encourageant l'enregistrement dans les bases de données des programmes nationaux de filets de sécurité; et iv) les marchés peuvent être stimulés par cette injection de fonds. Le bureau de pays prépare une évaluation détaillée en vue de la mise en place de nouveaux programmes de transferts monétaires reposant sur les besoins nutritionnels et l'efficacité des formules d'assistance faisant appel aux espèces ou aux vivres.

Grands axes de la stratégie

23. La stratégie de l'IPSR 200250 consiste à apporter des secours et une aide au redressement rapide dans les FATA et à traiter la MAM dans ces zones et ailleurs. Des mesures de prévention du retard de croissance seront mises en place dans le district du Sindh, où les indicateurs nutritionnels sont le plus mauvais. Des interventions à assise communautaire visant à réduire les risques de catastrophe seront mises en œuvre dans les zones à risque et sujettes à l'insécurité alimentaire.
24. Une assistance en espèces sera dispensée là où les conditions de sécurité et les capacités d'exécution le permettent, et cette formule représentera une part croissante des transferts; le soutien au titre de la réduction des risques de catastrophe sera apporté sous la forme d'espèces. Jusqu'à 12 pour cent des bénéficiaires des distributions générales recevront des transferts monétaires au cours de la première année, proportion qui atteindra 20 pour cent d'ici à 2015. Dans les FATA, où seront exécutées la plupart des activités, l'assistance prendra la forme de transferts de vivres, en raison de l'insécurité généralisée; ailleurs, les programmes nutritionnels comprendront la fourniture d'aliments spéciaux.

²² Rapport normalisé sur les projets pour 2011 relatif à l'IPSR 200145.

Secours

⇒ *Distribution générale de vivres/d'espèces*

25. Des rations mensuelles seront distribuées à 871 000 personnes déplacées²³ dans les FATA et dans la province de KPK. Une alimentation complémentaire destinée aux enfants âgés de 6 à 23 mois préviendra la malnutrition aiguë; une ration supplémentaire sera fournie pour les enfants âgés de 24 à 59 mois dans le cadre de la distribution de secours.
26. Les personnes de retour continueront à recevoir une assistance sous forme de secours pendant six mois au maximum, afin de couvrir la période entre la plantation et la récolte. Les bénéficiaires nécessitant une assistance prolongée seront engagés à participer aux activités de soutien aux moyens d'existence.
27. Dans les zones de la province de KPK où les marchés fonctionnent, on estime que 100 000 personnes déplacées recevront une assistance sous forme d'espèces plutôt que de vivres. Les ménages bénéficiant de transferts monétaires continueront à recevoir des produits nutritionnels spéciaux pour les enfants âgés de moins de 5 ans.

⇒ *Prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë*

28. Cette activité est destinée à traiter la MAM chez les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que chez les femmes enceintes et les mères allaitantes. Les frères et sœurs des enfants atteints de MAM et de malnutrition aiguë grave recevront aussi un soutien alimentaire pour éviter le partage des rations entre les membres de la famille, pratique qui pourrait nuire à la récupération.

Redressement

⇒ *Prévention du retard de croissance et traitement des carences en micronutriments*

29. En conformité avec les directives de l'OMS et la stratégie nutritionnelle intégrée du Pakistan, une intervention pilote ciblera les 1 000 premiers jours de la vie²⁴ dans un district de la province du Sindh; diverses études montrent que l'apport d'aliments nutritifs réduit le retard de croissance en un an ou moins. Les femmes enceintes et les mères allaitantes recevront des suppléments nutritionnels chaque mois pendant la grossesse et pendant six mois après l'accouchement; les enfants âgés de 6 à 23 mois recevront une alimentation complémentaire pendant 18 mois au maximum pour prévenir le retard de croissance. Des micronutriments en poudre seront distribués pour les enfants âgés de 24 à 59 mois pendant une période représentant 180 jours d'alimentation par an.
30. Le PAM continuera à travailler avec des producteurs commerciaux pour accroître la disponibilité de sel iodé, de farine de blé enrichie et de d'autres produits spéciaux sur le marché en vue d'augmenter la consommation de vitamines et de minéraux.

⇒ *Reconstitution accélérée des moyens d'existence*

31. La formule Vivres contre travail (VCT) aidera les personnes de retour et les communautés touchées par les opérations de sécurité dans les FATA à reconstituer leurs moyens d'existence et leurs avoirs. Les communautés participeront à la définition des priorités et à la juste répartition des avantages. Les activités agricoles concorderont avec les besoins saisonniers. Le soutien aux moyens d'existence, particulièrement pour les

²³ Qualifiées par le Gouvernement de personnes temporairement réinstallées.

²⁴ De la conception à l'âge de 2 ans.

femmes, portera entre autres sur les cultures potagères et la gestion de l'élevage; les ménages habilités à bénéficier de l'assistance mais dans l'incapacité de contribuer physiquement continueront à recevoir l'aide. Les transferts en espèces ne s'appliqueront pas à ce type d'activité.

⇒ *Alimentation scolaire*

32. Cet élément stabilisera le nombre d'élèves scolarisés dans les FATA et encouragera le retour à l'école; les aliments enrichis augmenteront la consommation de micronutriments chez les écoliers. L'accès à l'éducation élargira les futures possibilités d'emploi et appuiera la prestation de services de base dans des zones qui en ont été longtemps privées. L'assistance dont bénéficieront les filles fréquentant les établissements secondaires contribuera à remédier au faible taux d'alphabétisation, à abaisser le taux d'abandon des études et à augmenter la consommation de micronutriments. Le PAM et ses partenaires assureront l'approvisionnement en eau et l'assainissement, la formation des enseignants et la fourniture du matériel scolaire nécessaire. La remise en état des écoles endommagées et la construction de murs d'enceinte feront partie des activités de redressement rapide appuyées par le PAM pour permettre aux filles d'aller en classe.

⇒ *Réduction des risques de catastrophe*

33. Compte tenu de l'impact disproportionné qu'ont les chocs sur les populations les plus pauvres, il est essentiel d'investir davantage dans la réduction des risques et la préparation aux situations de crise. Le renforcement de la résilience des communautés dans les zones sujettes aux catastrophes est une priorité nationale et les activités Espèces contre travail appuieront la construction et la réfection d'infrastructures communautaires telles que barrages régulateurs et canaux de drainage.

⇒ *Gestion des risques de catastrophe*

34. En conformité avec le Cadre d'action de Hyogo (2005–2015) et avec le dispositif national de gestion des risques de catastrophe, les capacités en matière de réduction de ce type de risques seront renforcées au niveau national et provincial. En phase avec le programme conjoint des Nations Unies, le PAM centrera son action sur les éléments suivants:

- soutien institutionnel, recherche, formation et sensibilisation;
- évaluation des risques de dangers multiples et de la vulnérabilité;
- sécurité des écoles et gestion communautaire des risques de catastrophe;
- renforcement du système national d'alerte rapide; et
- renforcement de la préparation aux situations d'urgence et des capacités d'intervention.

Transfert des responsabilités

35. Le PAM supprimera progressivement les distributions générales de vivres et d'espèces une fois que les personnes déplacées seront retournées chez elles ou réinstallées. La reconstitution accélérée des moyens d'existence et l'alimentation scolaire seront ultérieurement intégrées au programme à long terme du Gouvernement pour les zones touchées par le conflit. Le Gouvernement a inscrit à son budget les coûts liés à l'augmentation du nombre d'élèves inscrits dans les écoles appuyées par le PAM; ce dernier continuera à plaider en faveur d'un programme pris en charge par le Gouvernement. On s'attend à ce que les programmes d'assistance restent nécessaires à moyen terme.

36. Les activités de gestion des risques de catastrophe sont en phase avec le cadre national, l'accent étant mis sur le renforcement des capacités institutionnelles locales et nationales dans le but d'améliorer les perspectives pour ce qui est de la viabilité et du transfert des responsabilités.

BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

37. Le PAM prévoit de fournir des secours et d'appuyer le redressement au profit des personnes déplacées internes au KPK et dans les FATA, qui sont des zones prioritaires sur le plan de l'appui humanitaire en raison de l'insécurité alimentaire extrême qui y sévit et des mauvais indicateurs socio-économiques²⁵. Des programmes de nutrition ciblés seront menés dans le Jammu-Cachemire administré par le Pakistan, au Baloutchistan et au Punjab. Le Sindh bénéficiera d'activités nutritionnelles ciblées; un programme de prévention du retard de croissance sera mis en œuvre dans l'un de ses districts.
38. Les zones d'intervention, les groupes de population et les types d'assistance seront choisis sur la base des critères suivants: insécurité alimentaire extrême, taux élevés de dénutrition, faible accès aux services d'éducation et de santé, et vulnérabilité face aux chocs. Le ciblage prendra en considération la présence de partenaires et les capacités de ceux-ci ainsi que les niveaux d'accès et de sécurité.
39. Le PAM et ses partenaires actualiseront l'évaluation de la sécurité alimentaire datant de 2009²⁶ avec le Ministère de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche. Le PAM établira un système de suivi de la sécurité alimentaire comprenant des méthodes de classification intégré par phases, un dispositif de suivi des prix du marché et des enquêtes sur les ménages.

⇒ *Secours*

40. Dans le cadre de l'IPSR 200250, le PAM prévoit de venir en aide à un effectif maximum de 871 000 personnes déplacées, et les opérations seront adaptées de manière à répondre aux besoins à mesure qu'ils se présenteront. Des rations mensuelles de secours seront fournies pour les déplacés dans les FATA et au KPK qui sont immatriculés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), après vérification par l'agence nationale chargée de la base de données et de l'enregistrement. Pendant les premières phases des déplacements de population, le PAM procédera à des distributions générales de vivres et d'espèces en se fiant aux listes établies par le HCR ou aux données vérifiables émanant des ONG.
41. Les activités relatives à la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë viseront à remédier à la malnutrition aiguë dans les FATA et certains districts du pays exposés à l'insécurité alimentaire. Le nombre des bénéficiaires est estimé sur la base des taux de MAM dans les provinces, en concertation avec l'UNICEF et d'autres partenaires. Les critères de début et de fin de prise en charge seront établis compte tenu des protocoles nationaux.

²⁵ Le ciblage géographique classe les districts sur la base de méthodes de modélisation des chocs et des résultats de l'évaluation de la sécurité alimentaire de 2009 rapprochés des données issues de la notation de la pauvreté établie par le programme Benazir et des indices de privations multiples en termes d'éducation, de santé, de logement, d'eau et d'assainissement, et d'opportunités économiques.

²⁶ Direction suisse du développement et de la coopération, Sustainable Development Policy Institute et PAM. 2009. Food Security in Pakistan. Islamabad.

⇒ *Redressement*

42. L'intervention pilote destinée à prévenir le retard de croissance pendant les 1 000 premiers jours de la vie ciblera les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que les femmes enceintes et les mères allaitantes dans un district du Sindh.
43. L'intervention relative à la remise en état des moyens d'existence couvrira les sept agences des FATA. Le nombre de bénéficiaires prévu est établi à partir de données démographiques, des niveaux d'insécurité alimentaire et du rythme projeté du retour des déplacés. Les personnes les plus vulnérables seront ciblées, à savoir les familles dont le revenu mensuel est inférieur au seuil minimum, les paysans sans terre et les petits exploitants, les ménages dirigés par une femme et les manœuvres. Tous les participants seront engagés pour une durée pouvant aller jusqu'à trois mois; le cycle de travail sera de 12 jours par mois, afin de permettre aux participants de diversifier leurs sources de revenu.
44. L'alimentation scolaire ciblera les enfants d'âge préscolaire, les élèves du primaire et du secondaire ainsi que les filles scolarisées dans le secondaire dans les sept agences des FATA. Les écoles seront choisies en fonction de l'accessibilité et de la sécurité; l'intervention devrait couvrir 60 pour cent des écoles.
45. Des activités Espèces contre travail seront mises en œuvre dans les zones sujettes à l'insécurité alimentaire où les marchés fonctionnent et qui ont été classées parmi les plus exposées aux risques par l'agence nationale chargée de la gestion des catastrophes²⁷. Les participants seront sélectionnés sur la base de la vulnérabilité: familles dont le revenu mensuel est inférieur au seuil minimum, paysans sans terre et petits exploitants, ménages dirigés par une femme et manœuvres. Les sites seront retenus en fonction du résultat d'études de marché qui permettront de faire concorder les besoins avec la performance des marchés et les capacités d'approvisionnement.

²⁷ Comme les FATA ne sont pas des zones particulièrement sujettes aux catastrophes par rapport au reste du pays, elles n'ont pas été ciblées au titre de cette activité.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR TYPE D'ACTIVITÉ

Activité		2013	2014	2015	Total	% de femmes et de filles
SECOURS						
<i>Distributions générales de vivres/espèces</i>						
Vivres		771 000	600 000	429 000	771 000	49
Espèces		100 000	100 000	100 000	100 000	49
Prévention de la malnutrition aiguë	Enfants de 6 à 23 mois	145 167	116 667	88 167	145 167 ^a	49
	Enfants de 24 à 59 mois	145 167	116 667	88 167	145 167 ^a	49
<i>Prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë</i>						
Traitement de la malnutrition aiguë	Enfants de 6 à 59 mois	300 826	364 667	394 183	1 059 676	49
	Femmes enceintes et mères allaitantes	307 290	351 126	381 500	1 039 916	100
Supplémentation alimentaire pour les frères et sœurs d'enfants atteints de malnutrition aiguë grave et de MAM ^b		469 555	617 682	696 945	1 784 182	49
REDRESSEMENT						
<i>Prévention du retard de croissance/traitement des carences en micronutriments</i>						
Alimentation complémentaire: enfants de 6 à 23 mois		40 757	41 979	43 239	125 975	49
Supplémentation alimentaire	Enfants de 24 à 59 mois	101 892	104 948	108 097	314 937	49
	Femmes enceintes et mères allaitantes	81 513	83 959	86 477	251 949	100
<i>Reconstitution accélérée des moyens d'existence</i>		342 000	342 000	342 000	1 026 000 ^c	10
<i>Alimentation scolaire (élèves)</i>		204 000	224 400	246 840	246 840	49
<i>Réduction des risques de catastrophe</i>		270 000	270 000	270 000	810 000	20
TOTAL AJUSTÉ		2 922 833	3 034 761	3 032 281	7 332 475	58

^a Les enfants qui reçoivent une alimentation complémentaire et une supplémentation alimentaire au titre de la composante secours et qui bénéficient aussi des distributions générales de vivres/espèces ne sont pas comptés deux fois.

^b On estime à 13 000 le nombre de frères et sœurs bénéficiant d'une prise en charge communautaire pour la malnutrition aiguë qui seront aussi inclus dans l'alimentation scolaire: les totaux sont ajustés en conséquence.

^c Il y aura chaque année un chevauchement estimé à 53 000 enfants entre la composante relative aux moyens d'existence et celle portant sur l'alimentation scolaire dans les zones où ces deux activités sont mises en œuvre. Toutefois, au titre de la composante relative aux moyens d'existence, les familles recevront en moyenne une ration de farine de blé, d'huile végétale et de sel correspondant à deux mois, ce qui entraînera un chevauchement minime.

ASPECTS NUTRITIONNELS ET RATIONS/VALEUR DES TRANSFERTS MONÉTAIRES

46. Le blé sera moulu et enrichi localement en fer, folate et autres vitamines et minéraux. L'huile végétale est enrichie en vitamines A et D, les biscuits en vitamines A, B1, B2 et C ainsi qu'en niacine, acide folique, calcium, fer et zinc. Le sel iodé peut être acheté dans le pays.
47. La ration de secours fournit 2 000 kilocalories par personne et par jour; il est prévu de distribuer au titre des activités d'appui aux moyens d'existence un assortiment alimentaire familial nutritif.
48. On utilisera pour l'alimentation complémentaire et la supplémentation des aliments prêts à consommer produits localement: *Acha Mum* pour le traitement de la MAM chez les enfants âgés de 6 à 59 mois et *Wawa Mum* pour la prévention de la malnutrition aiguë et du retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 23 mois²⁸.
49. Les femmes enceintes et les mères allaitantes recevront du Supercereal à base de blé et de soja ainsi que de l'huile végétale enrichie, chaque mois pendant la grossesse et pendant les six mois suivant l'accouchement.
50. Les micronutriments en poudre seront destinés aux enfants âgés de 24 à 59 mois dans certains endroits; des biscuits à haute teneur énergétique sont prévus pour les enfants de familles déplacées âgés de 24 à 59 mois et pour les frères et sœurs d'enfants souffrant de malnutrition aiguë grave et de malnutrition aiguë modérée participant au programme de prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë.
51. Une ration de 75 grammes de biscuits à haute teneur énergétique sera distribuée chaque jour de classe aux enfants d'âge préscolaire et aux écoliers du primaire ainsi qu'aux filles inscrites dans le secondaire; cette ration sera complétée par la distribution tous les deux mois de 4,5 kilogrammes d'huile végétale enrichie pour les enfants fréquentant régulièrement les écoles primaires et les écoles secondaires de filles bénéficiant d'une assistance.
52. La valeur des transferts monétaires au titre de la composante secours sera de 47 dollars par mois, ou de 1,50 dollar par jour, ce qui équivaut au coût de l'assortiment alimentaire de la distribution générale de vivres. Les allocations au titre de la formule Espèces contre travail s'élèveront à 37 dollars par mois ou à 3 dollars par jour, soit un montant similaire à la valeur de l'assortiment alimentaire VCT et équivalant à 80 pour cent du salaire journalier. Il n'y aura ainsi pas de risque de déstabiliser le marché du travail. Le PAM réexaminera régulièrement la valeur des transferts monétaires pour prendre en compte les fluctuations des prix des denrées.

²⁸ Diverses études montrent que l'apport d'aliments nutritifs réduit le retard de croissance en un an.

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE QUOTIDIENNE/TRANSFERT PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)

	SECOURS							REDRESSEMENT RAPIDE						
	Distribution générale de vivres/espèces			Prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë Traitement de la malnutrition aiguë				Prévention du retard de croissance/traitement des carences en micronutriments			VCT	Alimentation scolaire		Réduction des risques de catastrophe (en dollars)
	Vivres	Espèces (en dollars)	Prévention de la malnutrition aiguë		Enfants 6-59 mois	Femmes enceintes et mères allaitantes	Frères et sœurs d'enfants atteints de malnutrition aiguë grave et de MAM	Femmes enceintes et mères allaitantes	Enfants 6-23 mois	Enfants 24-59 mois		Pré-primaire < 4 ans	Primaire/secondaire 4-15 ans	
			Enfants 6-23 mois	Enfants 24-59 mois										
Blé/farine	444	-	-	-	-	-	-	-	-	-	444	-	-	
Légumes secs	44	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile végétale	25	-	-	-	-	34	-	34	-	-	25	-	30	-
Sel	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-
Biscuits à haute teneur énergétique	-	-	-	75	-	-	75	-	-	-	-	75	75	-
Suppléments nutritionnels prêts à consommer (Acha Mum)	-	-	-	-	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppléments nutritionnels prêts à consommer (Wawa Mum)	-	-	50	-	-	-	-	-	50	-	-	-	-	-
Supercereal	-	-	-	-	-	167	-	167	-	-	-	-	-	-
Micronutriments en poudre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Transferts monétaires (dollars/famille/jour)	-	1.50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
TOTAL	518	1,50	50	75	100	201	75	201	50	1	474	75	89	3
Total kcal/jour	1 986	-	260	338	520	894	338	894	260	-	1 837	338	461	-
% de kcal d'origine protéique	11,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	-	-	-
% de kcal d'origine lipidique	13,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14,4	-	-	-
Nombre de jours d'alimentation par an	360	-	360	360	90	120	90	180	360	180	90	192	192/ 150	90

* 192 jours pour l'alimentation sur place et 150 jours pour les rations à emporter pendant l'année scolaire. La ration à remporter de 4,5 kilogrammes est distribuée tous les deux mois pour 150 jours à titre d'incitation, et équivaut à 30 grammes par enfant et par an.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES/ESPÈCES, PAR ACTIVITÉ (en tonnes/en dollars)

	SECOURS		REDRESSEMENT				TOTAL
	Distribution générale de vivres/espèces, prévention de la malnutrition aiguë	Prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë	Prévention du retard de croissance/carences en micronutriments	VCT—Moyens d'existence	Alimentation scolaire	Espèces contre travail—Réduction des risques de catastrophe	
Céréales	246 857	—	—	27 360	—	—	274 217*
Huile végétale	13 885	4 160	1 608	1 539	9 834	—	31 026
Légumes secs	24 686	—	—	—	—	—	24 686
Sel iodé	3 086	—	—	342	—	—	3 428
Biscuits à haute teneur énergétique	8 293	12 043	—	—	9 723	—	30 059
<i>Wawa Mum</i>	5 529	—	2 268	—	—	—	7 797
<i>Acha Mum</i>	—	9 537	—	—	—	—	9 537
Supercereal	—	20 798	7 558	—	—	—	28 356
Micronutriments en poudre	—	—	57	—	—	—	57
TOTAL (en tonnes)	302 336	46 538	11 491	29 241	19 557	—	409 163
TOTAL (en dollars)	28 764 000	—	—	—	—	14 985 000	43 749 000

* Le volume de céréales destinées aux distributions directes aux bénéficiaires diffère légèrement de la quantité inscrite au budget du fait de la prise en compte d'un taux d'extraction pour le blé de 90 pour cent.

DISPOSITIF D'EXÉCUTION

53. Le Ministère de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche assure la coordination, définit les politiques et assume l'encadrement technique. Le département des affaires économiques veille à la concordance entre les initiatives des Nations Unies et les politiques nationales. L'agence nationale chargée de la gestion des catastrophes coordonne les interventions en cas de catastrophe.
54. Le PAM travaillera avec les services provinciaux en charge de la santé, de l'éducation et de l'agriculture ainsi qu'avec les autorités au niveau des districts afin d'assurer la complémentarité des programmes.
55. Des tiers chargés du suivi seront engagés pour permettre au PAM de poursuivre son travail là où l'insécurité empêche l'accès du personnel des Nations Unies.

Participation

56. Les projets seront définis et conduits par les comités villageois et par des ONG; dans les FATA, le soutien des notables tribaux sera essentiel. Le PAM s'efforcera de maximiser la participation des femmes aux comités en qualité de membres et de responsables; d'autres groupes vulnérables seront aussi encouragés. Les personnes âgées, les malades et les personnes handicapées ainsi que les ménages dirigés par une femme ou des enfants seront sélectionnés par les communautés pour participer aux activités. Des dispositions spéciales

sont en place pour permettre aux femmes de recevoir les rations séparément des hommes lors des distributions, conformément aux normes sociales.

Partenaires

57. Le PAM continuera à forger des partenariats et à coordonner les programmes avec les donateurs et les ONG. Au sein de l'équipe de pays des Nations Unies, il codirige avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) le module de la sécurité alimentaire, dirige le module de la logistique et le groupe de travail des télécommunications, et fait partie du groupe de travail sur les transferts monétaires et les bons, lequel relève du module de la sécurité alimentaire, qui coordonne les activités humanitaires. Le PAM appartient également au groupe pour la promotion de la nutrition que conduit la Banque mondiale.
58. Le PAM ainsi que d'autres organismes des Nations Unies apportent un soutien complémentaire aux personnes déplacées et à celles qui sont de retour chez elles: la FAO appuie les moyens d'existence dans le secteur agricole; le PAM collabore avec l'UNICEF et l'Initiative Micronutriments dans le domaine de l'iodation du sel, et avec l'UNICEF, l'OMS ainsi que les départements de la santé et de l'éducation à la mise en œuvre de la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë et de l'alimentation scolaire. En partenariat avec l'UNICEF et les services de santé, le PAM mettra en place des interventions fondées sur l'alimentation pour accompagner un programme de vulgarisation communautaire intégrant nutrition et éducation dans le cadre de la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë, des programmes de prévention du retard de croissance, des actions de sensibilisation, s'adressant tout particulièrement aux mères et aux soignants, et des stages de formation destinés à renforcer les compétences des travailleurs sanitaires. Le PAM continuera à travailler avec ONU-Femmes pour promouvoir l'équité du traitement des deux sexes et la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans le cadre de la programmation.

Achats et logistique

59. Les produits alimentaires seront achetés localement lorsque cela sera avantageux, ou bien importés par les ports de Karachi, Qassim ou Gwadar. Les plates-formes logistiques établies à Peshawar, Quetta et Karachi seront gérées par le PAM ou par des partenaires coopérants en fonction des restrictions liées à la sécurité. Des transporteurs locaux assureront la livraison des denrées à partir des ports et des entrepôts jusqu'aux plates-formes logistiques. L'acheminement des vivres fait l'objet d'un suivi de manière à assurer la transparence des opérations. Les procédures de mouture et d'enrichissement seront contrôlées et certifiées.
60. Le PAM soutiendra l'industrie de transformation des produits alimentaires en achetant des denrées produites localement: biscuits enrichis à haute teneur énergétique, farine de blé, suppléments nutritionnels prêts à consommer, sel iodé et légumes secs. Cela contribuera à stimuler l'économie et l'emploi et à relever les normes de sécurité sanitaire des aliments tout en réduisant les coûts opérationnels.

Modalités de transfert

61. Vivres et espèces constitueront les principales modalités de transfert de l'IPSR 200250. Les transferts monétaires seront préférés aux bons là où les conditions de sécurité et les capacités des partenaires le permettront afin de renforcer le pouvoir d'achat alimentaire des ménages. Le PAM passera d'un mode de transfert à l'autre compte tenu des considérations liées à la sécurité, des résultats des analyses de marché et des constatations issues du suivi.

62. Le choix du transfert monétaire pour les secours dans la province de KPK sera facilité par la présence des nombreuses banques situées à proximité des camps où sont hébergés les bénéficiaires. Sur la carte de ration remise par le PAM à chaque bénéficiaire figurera le numéro de la carte nationale d'identité électronique de celui-ci, afin de valider l'identité de cette personne. Le partenaire coopérant informera les bénéficiaires du montant de l'allocation à laquelle ils ont droit, ainsi que de l'heure et du lieu de la remise des fonds. Les partenaires coopérants seront présents pour veiller à ce que l'argent soit correctement décaissé.
63. La remise d'espèces, qui se fera par l'intermédiaire de magasins, constituera le principal mode de transfert pour les activités communautaires de réduction des risques de catastrophe. Les bénéficiaires recevront une "carte de retrait" du PAM et un numéro d'identification à présenter avec la carte nationale d'identité électronique pour recevoir l'argent liquide en toute sécurité. Dans la mesure du possible, le PAM aidera les personnes à obtenir une carte nationale d'identité électronique par l'intermédiaire de l'agence nationale chargée de la base de données et de l'enregistrement, et il fournira entre-temps une assistance alimentaire.

Articles non alimentaires

64. Le PAM complétera les apports des partenaires en livrant notamment des outils pour la culture potagère et en organisant des formations pour améliorer les infrastructures et les avoirs communautaires. Des balances, des mètres rubans et autres équipements seront fournis à l'appui du programme nutritionnel.

SUIVI DE LA PERFORMANCE

65. Le PAM assurera un suivi par contact direct avec les bénéficiaires pour veiller à la transparence et remédier aux problèmes touchant l'exécution. Dans les zones où l'accès du personnel des Nations Unies est restreint, le suivi continuera d'être confié à des ONG; le PAM supervisera le processus lorsque les conditions de sécurité le permettront. Un système de retour d'information en provenance des bénéficiaires a été établi pour permettre de préciser les critères de ciblage et de donner suite aux plaintes.
66. Les partenaires coopérants communiqueront les données sur le nombre des bénéficiaires, les quantités de vivres distribuées et les espèces remises, pour vérification par le PAM. Le système de suivi en ligne comprend désormais les activités de redressement rapide, afin de veiller à ce que les rations aillent aux bénéficiaires prévus et de disposer d'informations en temps réel sur l'assistance fournie.
67. Le PAM contrôlera les données provenant du système amélioré de suivi par contact direct avec les bénéficiaires. Le montant des transferts monétaires sera ajusté à la lumière des analyses des prix des produits alimentaires effectuées régulièrement. Les rapports financiers établis par les banques et les rapports sur les transferts monétaires émanant des partenaires d'exécution permettront d'assurer un suivi transparent des remises d'espèces.
68. Un bilan de la situation relative à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à l'éducation et aux moyens d'existence sera dressé au moyen d'évaluations de référence, et l'évolution sera suivie grâce à des enquêtes annuelles sur les effets directs. Des évaluations des activités visant à prévenir le retard de croissance et à remédier aux carences en micronutriments seront conduites à la fin de la troisième année. Pour le suivi et l'évaluation, le bureau de pays utilisera le modèle que mettent actuellement au point le PAM et la Children's Investment Fund Foundation afin d'obtenir des données probantes sur la prévention du

retard de croissance. La mise en place d'un système de suivi de la sécurité alimentaire est en cours.

GESTION DES RISQUES

69. Le PAM examine les risques et les mesures d'atténuation en termes d'impact et de probabilité, et il actualisera régulièrement les plans en concertation avec le Gouvernement et les partenaires.
70. La brusque survenue d'une catastrophe perturbant les programmes ou augmentant les besoins, la détérioration des conditions d'accès et de sécurité, et une hausse sensible des prix des produits alimentaires constituent les principaux risques liés au contexte. Les événements qui se dérouleront en Afghanistan après 2014 pourraient avoir des répercussions sur la situation humanitaire au Pakistan. Une catastrophe majeure entraînerait le déclenchement d'une opération d'urgence distincte.
71. Les risques programmatiques tiennent essentiellement à la disponibilité et à la capacité des partenaires coopérants, aux compétences techniques et aux niveaux des ressources. Le PAM continuera à élargir ses partenariats avec des ONG et d'autres intervenants, à renforcer les capacités dans le domaine de la mobilisation sociale, de la gestion financière, de l'établissement de rapports, du suivi et de la gestion des entrepôts. Les pertes de liquidités seront minimisées grâce à l'organisation de formations, au suivi des partenaires coopérants et à la communication d'informations aux bénéficiaires concernant les allocations auxquelles ils ont droit et les mécanismes de distribution.
72. Le sous-financement de cette intervention, qui entraînerait une réduction de la portée des opérations et du nombre de personnes aidées, constitue le principal risque institutionnel. La surveillance des marchés facilitera le suivi de l'évolution de la sécurité alimentaire et la détection des détournements de l'assistance alimentaire. Le PAM a mis en place une unité chargée de la conformité aux normes pour veiller à ce que les dispositions relatives à la passation des marchés et les règles de gestion financière soient appliquées.

Gestion des risques liés à la sécurité

73. Le système de gestion de la sécurité des Nations Unies a pour rôle de faire face aux menaces et de permettre la continuité des opérations grâce à des protocoles relatifs aux déplacements du personnel, aux mesures de protection et au respect des directives. Tous les agents ont suivi la formation obligatoire en matière de sécurité et une formation supplémentaire est dispensée au personnel en poste dans des lieux reculés. Le PAM participe aux travaux de l'équipe des Nations Unies chargée de la sécurité, dont il applique toutes les recommandations.
74. Les conditions de sécurité dans les FATA et le Baloutchistan sont très instables: le personnel international ne peut être affecté au Baloutchistan en dehors de Quetta ni dans les FATA: les voyages dans ces zones et certaines parties du KPK et du Punjab doivent être autorisés par le Gouvernement et le fonctionnaire des Nations Unies désigné à cet effet. Des escortes armées sont prévues; la stricte observation des procédures de sécurité minimisera les dangers encourus par le personnel du PAM et les bénéficiaires. Des procédures normalisées sont en place pour minimiser les risques de sécurité aux points de distribution où opèrent les ONG, lesquelles ont reçu une formation comportant un module sur la distribution en toute sécurité.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	295 545	108 337 969	
Légumes secs	24 686	15 207 138	
Huile et matières grasses	31 026	40 334 013	
Aliments composés et mélanges	75 750	111 222 491	
Autres	3 484	1 706 398	
Total, produits alimentaires	430 491	276 808 009	
Transferts monétaires		43 749 000	
Total, produits alimentaires et transferts monétaires			320 557 009
Transport extérieur			15 134 692
Transport terrestre, entreposage et manutention			51 996 005
Autres coûts opérationnels directs			39 424 570
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			53 670 976
Total des coûts directs pour le PAM			480 783 252
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			33 654 827
COÛT TOTAL POUR LE PAM			514 438 079

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. La part allouée aux coûts d'appui directs est revue chaque année.

³ Le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	14 928 210
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	2 764 427
Personnel local – agents des services généraux	3 284 432
Personnel local – personnel temporaire	11 954 753
Primes de risque et de sujétion	1 620 987
Consultants internationaux	540 000
Consultants locaux	276 480
Voyages officiels du personnel	2 143 080
Total partiel	37 512 369
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	1 468 892
Charges courantes (électricité, etc.)	1 150 160
Fournitures de bureau et petit matériel	1 240 800
Services de communication	1 600 000
Réparation et entretien du matériel	787 083
Exploitation et entretien des véhicules	1 798 517
Aménagement des bureaux et réparations	1 525 000
Prestations de services d'organismes des Nations Unies	657 431
Total partiel	10 227 883
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location de véhicules	1 346 400
Matériel de communication	1 352 298
Dépenses locales de sécurité	3 232 026
Total partiel	5 930 724
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	53 670 976

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence		
<p>Effet direct 1.1 Réduction et/ou stabilisation de la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois et chez les femmes enceintes et les mères allaitantes parmi les populations ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence d'un périmètre brachial faible chez les enfants âgés de 6 à 59 mois <p>Cible: mesure du périmètre brachial supérieure au seuil limite pour 80 % des enfants des groupes ciblés (enfants < 125 mm et femmes < 230 mm)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de performance des programmes pour les enfants de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes <p>Cible: taux de récupération > 75 %, taux d'abandon du traitement <15 %, taux de mortalité <3 %, taux de non réponse au traitement <5 %</p>	<p>Les conditions de sécurité permettent la livraison des produits alimentaires et l'exécution des activités comme prévu.</p> <p>Le financement est obtenu en temps voulu: il n'y a pas de rupture de la filière d'approvisionnement et des liquidités sont disponibles en quantité suffisante.</p> <p>La capacité d'exécution est adéquate et l'infrastructure nécessaire est mise en place sur les sites visés.</p> <p>Une supplémentation alimentaire est disponible en quantité suffisante.</p>
<p>Effet direct 1.2 Amélioration de la consommation alimentaire des ménages ciblés au cours de la période d'assistance</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages <p>Cible: score supérieur au seuil de 28/42 pour 80 % des ménages ciblés</p>	<p>Les besoins essentiels sont couverts: eau et assainissement, santé et protection.</p>
<p>Produits 1.1/2 Produits nutritionnels spéciaux de qualité distribués aux groupes cibles en quantité suffisante et en toute sécurité Vivres et aliments enrichis de qualité distribués en quantité suffisante aux populations ciblées en toute sécurité Espèces distribuées inconditionnellement en quantité suffisante et en toute sécurité aux populations ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires recevant un soutien nutritionnel en pourcentage des chiffres prévus, ventilé par sexe, âge, catégorie de bénéficiaires et type de soutien ➤ Quantité de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type de produits, en pourcentage des quantités prévues ➤ Nombre d'hommes, de femmes, de filles et de garçons recevant des vivres/espèces au titre des distributions générales, en pourcentage des chiffres prévus, par catégorie de bénéficiaires et par mode de transfert ➤ Quantité de vivres et d'aliments enrichis distribués, par type et en pourcentage des quantités prévues ➤ Valeur totale des montants en espèces distribués, en pourcentage du chiffre prévu ➤ Pourcentage des montants en espèces consacrés à la nourriture par les ménages bénéficiaires ➤ Pourcentage des bénéficiaires se déclarant préoccupés par la qualité des produits alimentaires distribués 	<p>Les conditions du marché favorisent la mise en œuvre des interventions reposant sur les transferts monétaires; les prix des denrées alimentaires restent stables.</p> <p>Les partenaires coopérants appliquent les critères de sélection et de ciblage.</p> <p>L'exécution n'est pas interrompue par des chocs.</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
Effet direct 2.1 Mise en place et renforcement de systèmes d'alerte rapide, de plans d'intervention en cas d'urgence et de dispositifs de suivi de la sécurité alimentaire, avec l'appui du PAM pour ce qui est du développement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de préparation aux catastrophes; données de base à déterminer avant l'intervention 	Les entités nationales et provinciales chargées de la gestion des catastrophes sont mobilisées et les capacités en place sont adéquates. Les conditions de sécurité permettent la conduite d'évaluations et d'études ainsi que la tenue de sessions de formation; les activités sont exécutées comme prévu. Les donateurs allouent des fonds en temps utile. Les conditions du marché favorisent la mise en œuvre des interventions reposant sur les transferts monétaires; les prix des denrées restent stables. Des articles non alimentaires sont disponibles en quantité suffisante pour appuyer l'exécution des activités. Les partenaires coopérants appliquent les critères de sélection et de ciblage.
Produit 2.1 Mesures d'atténuation des effets des catastrophes mises en place avec l'appui du PAM pour ce qui est du développement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de systèmes de réduction des risques, de préparation aux catastrophes et d'atténuation des effets de celles-ci en place, par type ➤ Nombre de fonctionnaires gouvernementaux formés à l'utilisation des dispositifs d'alerte rapide et des systèmes de suivi de la sécurité alimentaire ainsi qu'à la planification des interventions d'urgence ➤ Nombre et type d'études et de travaux de recherche publiés ➤ Nombre et type de modules et de manuels de formation publiés ➤ Nombre d'enseignants et d'étudiants ayant suivi une formation à la gestion des risques de catastrophe ➤ Nombre et type de dispositifs d'alerte rapide installés 	
Effet direct 2.2 Adéquation de la consommation alimentaire des ménages ciblés au cours de la période d'assistance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible : score supérieur au seuil de 28/42 pour 80 % des ménages ciblés	
Effet direct 2.3 Diminution des aléas dans les communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des communautés relatif aux avoirs Cible: accès aux avoirs productifs accru pour 80 % des ménages ciblés	
Produits 2.2/3 Avoirs ayant vocation à atténuer les effets des catastrophes construits ou remis en état par les communautés ciblées Espèces distribuées en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'avoirs servant à la réduction des risques et à l'atténuation des effets des catastrophes créés ou remis en état, par type et unité de mesure ➤ Nombre d'hommes, de femmes, de filles et de garçons recevant une assistance monétaire assortie de conditions, en pourcentage du chiffre prévu, par catégorie de bénéficiaires ➤ Valeur totale des montants en espèces distribués, en pourcentage du chiffre prévu ➤ Pourcentage des montants en espèces consacrés par les ménages bénéficiaires à la nourriture 	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 3: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition		
Effet direct 3.1 Adéquation de la consommation alimentaire des ménages ciblés au cours de la période d'assistance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible: score supérieur au seuil de 28/42 pour 80 % des ménages ciblés	Les conditions de sécurité permettent la livraison des produits alimentaires et l'exécution des activités comme prévu. Il n'y a pas de rupture de la filière d'approvisionnement La capacité d'exécution est adéquate et l'infrastructure nécessaire est mise en place sur les sites visés. Les partenaires coopérants appliquent les critères de sélection et de ciblage. L'exécution n'est pas interrompue par des chocs. Des articles non alimentaires sont disponibles en quantité suffisante pour les activités d'appui aux moyens d'existence. Les écoles fonctionnent et les enfants vont en classe. Les incitations alimentaires du PAM encouragent les enfants à aller à l'école et favorisent la rétention scolaire. Le partage des biscuits à haute teneur énergétique entre écoliers est minime. Le déparasitage est conduit par l'OMS comme prévu à partir de la deuxième année dans les écoles recevant une assistance
Effet direct 3.2 Accroissement de l'accès des communautés ciblées aux avoirs lors des périodes de transition marquées par l'instabilité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des communautés relatif aux avoirs Cible: accès aux avoirs productifs accru pour 80 % des ménages ciblés	
Produits 3.1/2 Produits alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux populations ciblées Avoirs relatifs aux moyens d'existence développés, construits ou remis en état par les communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de participants recevant des rations dans le cadre des activités du soutien aux moyens d'existence, ventilé par sexe et par type d'activité ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type et en pourcentage des quantités prévues ➤ Nombre d'avoirs communautaires créés ou remis en état, par type ➤ Nombre de femmes et d'hommes ayant suivi une formation relative aux moyens d'existence ➤ Nombre de sessions de formation organisées, par type ➤ Pourcentage des bénéficiaires se déclarant préoccupés par la qualité des produits alimentaires distribués 	
Effet direct 3.3 Stabilisation des taux de scolarisation des filles et des garçons dans les écoles assistées à des niveaux se rapprochant de la moyenne nationale	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de rétention scolaire Cible: 85 % des filles et des garçons vont en classe tout au long de l'année scolaire dans les écoles assistées <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux annuel moyen de variation de la scolarisation des filles et des garçons dans les écoles assistées Cible: augmentation moyenne de la scolarisation d'au moins 5% par an	
Produit 3.3 Produits alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux élèves des écoles ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de garçons et de filles recevant des rations dans les écoles ciblées ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type et en pourcentage des quantités prévues ➤ Pourcentage d'écoliers se déclarant préoccupés par la qualité des produits alimentaires distribués ➤ Nombre d'écoles recevant une assistance, en pourcentage du nombre prévu 	



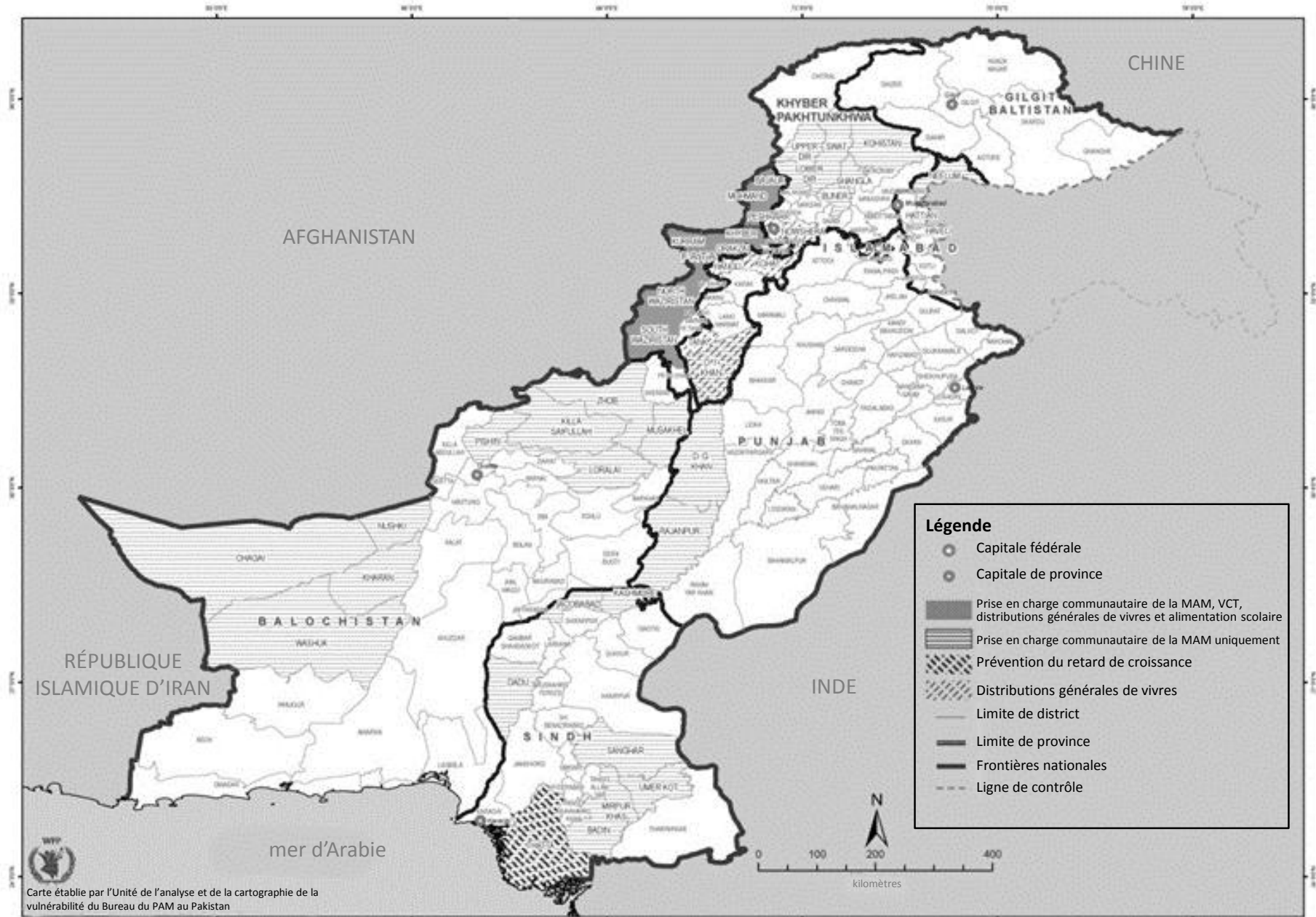
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Effet direct 3.4 Réduction du retard de croissance chez les enfants ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans Cible: 5 % de réduction par an ➤ Prévalence de l'anémie ferriprive chez les enfants ciblés; données de base à déterminer avant l'intervention 	
<p>Effet direct 3.5 Réduction de la malnutrition aiguë chez les femmes enceintes et les mères allaitantes parmi la population ciblée</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence d'un périmètre brachial faible chez les femmes enceintes et les mères allaitantes Cible: la mesure du périmètre brachial dépasse le seuil limite de < 230 mm pour 80 % du groupe ciblé 	
<p>Produits 3.4/5 Aliments enrichis et aliments spéciaux de qualité fournis en quantité suffisante</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'enfants recevant un soutien, par groupe d'âge et type d'aliments ➤ Nombre de femmes enceintes et de mères allaitantes recevant un soutien ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type et en pourcentage des quantités prévues ➤ Nombre d'agents et de femmes auxiliaires de santé formés à la distribution de vivres et à l'établissement de rapports ➤ Nombre de bénéficiaires et de soignants ayant reçu une formation dans le domaine de la santé et de la nutrition ➤ Nombre de démonstrations de la préparation culinaire des aliments complémentaires enrichis et des produits nutritionnels spéciaux organisées 	



DISTRICTS COUVERTS PAR L'INTERVENTION DU PAM PROPOSÉE POUR 2013-2015

ANNEXE III-A



Carte établie par l'Unité de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité du Bureau du PAM au Pakistan

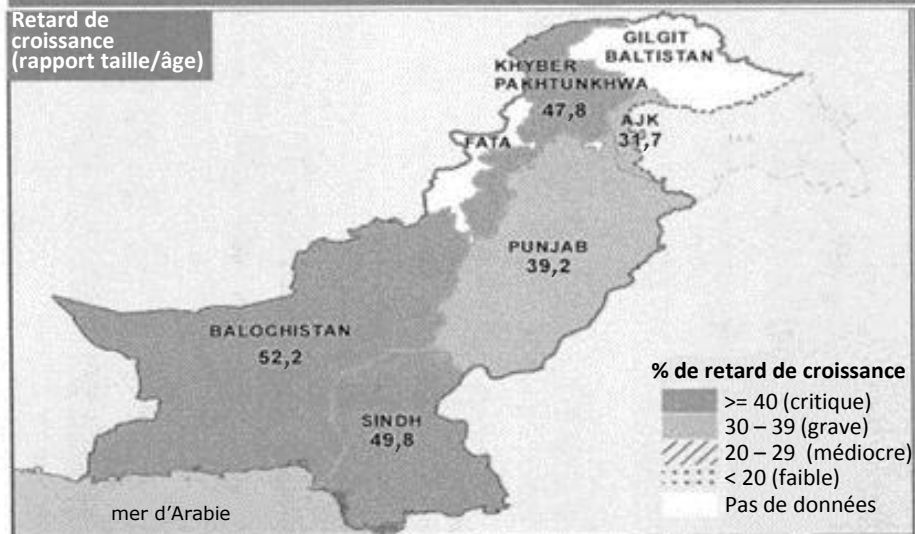
Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



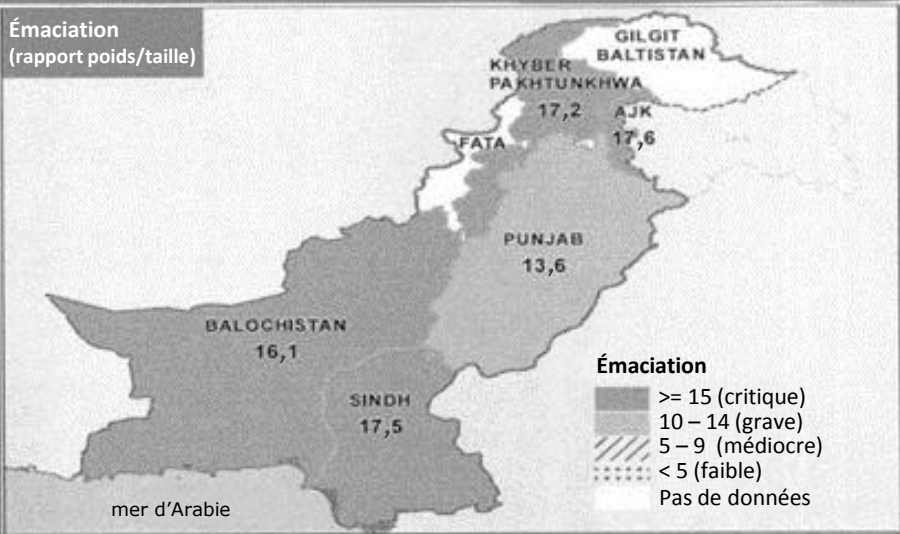
INCIDENCE DE LA MALNUTRITION

INDICATEURS NUTRITIONNELS (POUR LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS), PAR PROVINCE

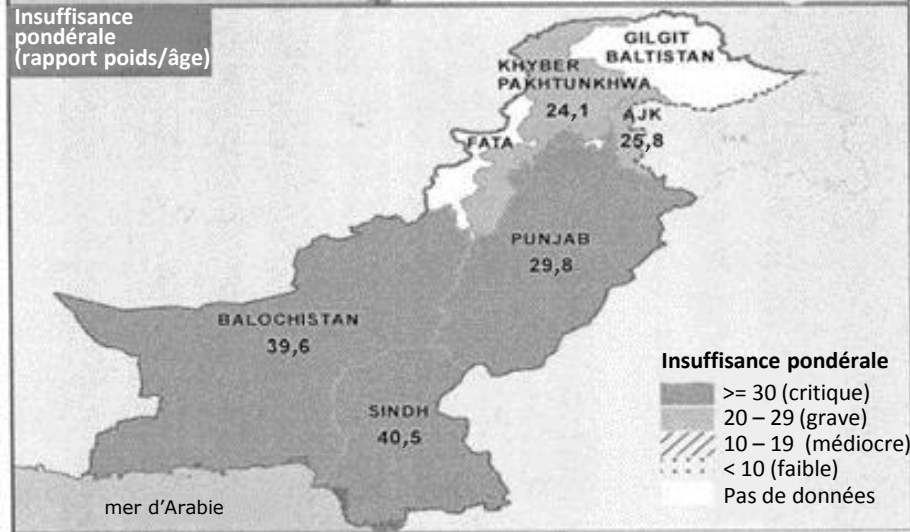
Retard de croissance
(rapport taille/âge)



Émaciation
(rapport poids/taille)



Insuffisance pondérale
(rapport poids/âge)



Indicateurs nutritionnels au niveau national (enquête nutritionnelle nationale de 2011)

Indicateur nutritionnel	Nombre de personnes atteintes d'un retard de croissance = 28 825 d'émaciation = 28 312 d'insuffisance pondérale = 29 525
Retard de croissance	43,6
Émaciation	15,1
Insuffisance pondérale	31,5

Source des données: enquête nationale de 2011 sur la nutrition, Gouvernement pakistanais
Valeurs limites et classements établis conformément aux définitions de l'OMS (1995)

Légende
 Valeur de l'indicateur
 ——— Frontière internationale
 - - - - - Limite de province
 ······ Ligne de contrôle
 ——— Côte

Sources: PAM, enquête nutritionnelle nationale de 2011, Système mondial de classification par niveaux administratifs

Dernière mise à jour: 10 novembre 2011.



Source: Enquête nutritionnelle nationale de 2011.

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FATA	zones tribales sous administration fédérale
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
KPK	Khyber Pakhtunkhwa
MAM	malnutrition aiguë modérée
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail